



LE PRÉSIDENT

Paris, le 3 décembre 2018

GL/NB/na/RE-2018-4527

Monsieur,

Je viens de lire le courrier que vous m'avez adressé à ma permanence de Rambouillet. Il prend la forme d'une pétition demandant la destitution du Président de la République.

J'entends votre colère en tant que « gilets jaunes » ; je connais les difficultés que vous rencontrez dans votre quotidien ; je mesure votre irritation face à ce Gouvernement qui décide de « garder un cap » et semble sourd à la demande du moratoire sur le prix de l'énergie.

Je lui ai proposé, avec mes collègues sénateurs, plusieurs solutions pour sortir de la crise dont celle de reprendre des dispositions que le Sénat a votées la semaine dernière pour annuler la hausse du prix des carburants le 1^{er} janvier 2019. Il y a urgence pour le Président de la République et le Premier Ministre d'agir pour le pouvoir d'achat des Français qui n'a pas évolué hélas, depuis 10 ans. Avec les dispositions proposées jusqu'alors par le Gouvernement, le pouvoir d'achat augmentera en moyenne de 1,50 € par an et par Français. Ce n'est plus tolérable !

Néanmoins, demander la destitution du Président de la République n'est pas raisonnable. Vous rendrez publique ma réponse et je l'assume car en tant que Président du Sénat, l'une des Chambres du Parlement, je suis responsable de la stabilité de nos Institutions. Or, celles-ci ont parfaitement résisté à un certain nombre de crises dans le passé et les événements que nous vivons actuellement sont de loin comparables à la guerre d'Algérie, Mai 68, la crise fin 2007, les attentats...

Vous listez dix manquements qui selon vous justifieraient cette destitution. Je les ai étudiés attentivement et il ne m'appartient pas de porter un jugement sur chacun d'eux.

Un constat en revanche que je partage c'est le sentiment que notre société est fracturée ; qu'une partie de la population, qu'elle vive en zone rurale ou dans des métropoles, en banlieue ou dans des petites ou moyennes villes, se sent abandonnée voire méprisée... en tous cas, « à côté ».

Le point 6 de votre pétition est l'une de mes préoccupations majeures. Je constate tous les jours les difficultés, parfois insurmontables, de certaines communes ; je connais le désarroi de beaucoup de maires qui subissent les décisions drastiques venues « d'en haut » ; je prends connaissance des démissions de maires, maires-adjoints, conseillers municipaux qui vont croissant ; je vois se profiler une pénurie de candidatures pour les prochaines élections municipales.

Les sénateurs, en prise directe avec les territoires, font des propositions, votent des textes pour remédier à tous ces problèmes. Mais le Gouvernement n'entend pas.

Je l'ai dit au Président de la République : son rôle est de rassembler les Français autour d'un projet pour l'avenir. Ceux-ci ne sont pas réticents aux réformes à condition qu'elles soient justes, que les efforts soient équitablement répartis et qu'ils aient le sentiment qu'elles sont utiles.

La méthode a souvent manqué au Gouvernement : absence de dialogue, verticalité du pouvoir, brutalité des décisions. Cet exercice solitaire du pouvoir conduit le Président de la République dans cette situation dont il va falloir sortir rapidement car d'une France amère je crains que l'on passe à une France désespérée capable des pires actions extrêmes.

Ce triste épisode marque un tournant dans le quinquennat d'Emmanuel Macron. A lui de comprendre qu'il ne peut pas gouverner contre le peuple.

Espérant vous avoir éclairé sur mes points de vue et apporté des explications sur ma vision de la crise politique et sociale d'aujourd'hui.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Gérard LARCHER